

#23

Hiver 2021

LA LETTRE /

Laboratoire
d'Économie
d'Orléans

LEO



Dossier :

La lutte contre
le blanchiment d'argent
à l'ère du COVID-19

dans
ce numéro 

Éditorial / 3

Dossier / 5

**La lutte contre le blanchiment d'argent
à l'ère du COVID-19**

Vie des équipes / 8

Distinctions, prix, nominations / 8

Séminaires / 8

Organisations de colloques / 9

Les webinaires / 9

Publications / 11

Les nouvelles brèves / 12

Ouvrages

Directions d'ouvrages

Éditions spéciales de revue / 12

Documents de recherche / 13

Contrats de recherche / 14

Relations Internationales / 15

Études doctorales / 16



La vie du LABO / 17

Agenda / 18

LÉO

Le Laboratoire d'Économie d'Orléans, Formation de Recherche en Évolution 2014 est dirigé par Christophe HURLIN et Alexis DIRER. Il compte 41 enseignants-Chercheurs, 4 post-doctorants et 3 collaborateurs administratifs. L'activité scientifique est structurée en trois équipes de recherche : **Macroéconomie finance** : Responsable : Alexis DIRER Gouvernance et réglementation dans les systèmes financiers / Politiques monétaires et budgétaires dans des unions monétaires / Croissance / **Économétrie** : Responsable Sessi TOKPAVI Économétrie financière / Économétrie des séries temporelles / Données de panel. / **Équipe Économie Internationale et Développement Durable (EI2D)** : Responsables : Daniel MIRZA et Camélia TURCU *Effets de la mondialisation sur le travail (normes sociales, migration) / Le commerce et le capital étranger / Économie de l'environnement / Intégration économique européenne.*

Directeur de la publication : Christophe HURLIN
Rédaction et conception : Sarah BABIN, Mélie HÉNAULT et Thierry MONTALIEU
Réalisation graphique : www.goodby.fr

Laboratoire d'Économie d'Orléans
FRE 2014 CNRS
Université d'Orléans
Rue de Blois - BP 26739
45067 Orléans Cedex 2
Secrétariat : Mélie HÉNAULT
 + (33) (0)2 38 41 70 37
 leo@univ-orleans.fr





Vers une (dé)mondialisation ?

Pour reprendre le titre d'une table-ronde animée par Sébastien JEAN (Cepii) lors des derniers *Rendez-Vous de l'Histoire* (Blois 7-11 octobre 2020), la question d'une forme de (dé)mondialisation se pose de manière forte au moment de la pandémie Covid-19. La question reste de savoir s'il s'agit d'une véritable rupture et dans quelle mesure elle pourrait modifier nos approches mais aussi très concrètement la vie du laboratoire.

Les symptômes...

Les données de croissance économique font état de la plus forte récession (à l'exception notable de la Chine) depuis la Grande Dépression, entraînant avec elle une chute spectaculaire du commerce mondial (de l'ordre de 9,2% pour les marchandises selon les estimations de l'OMC révisées en octobre 2020, les services étant encore plus spectaculairement impactés). Mais une rupture était déjà perceptible depuis la crise financière de 2009 avec un rythme de croissance du commerce équivalent à celui de la production ; ce qui s'est traduit par une stagnation du taux d'ouverture commerciale des économies. Le regain de tensions protectionnistes, en particulier sous l'administration Trump et sa guerre commerciale avec la Chine (et aussi un peu l'U.E.) a confirmé ce changement de climat. Et si la mondialisation était finalement coupable ?

Les IDE se sont également ralentis (le *Rapport sur l'investissement* de la CNUCED, publié en juin, évoquait une baisse de 40% pour 2020) et les questionnements autour des effets de la propagation des chaînes de valeur se sont amplifiés. La concentration de l'activité manufacturière en Chine et le blocage de certaines filières d'approvisionnement au cours de la crise sanitaire ont relancé le débat sur le patriotisme industriel. L'idée d'une souveraineté à reconquérir, bien public à l'échelle européenne, voire nationale revient à l'ordre du jour.

Quid de la finance internationale ? Celle-ci peut sembler à l'écart de ses grands bouleversements quand on voit les performances des marchés (le Dow Jones a fini 2020 au-dessus de son indice de janvier) et les masses colossales d'épargne disponible. Où sont les bulles en cours de formation, dans un environnement où les banques centrales ont injecté massivement des liquidités pour soutenir l'activité ?

Les travaux du LEO dans cette crise de la mondialisation

Les mobilités internationales, la relation entre commerce et développement et plus généralement la soutenabilité de l'ouverture internationale dans ses dimensions écologiques, sociales et politiques sont des thématiques fortes des chercheurs du laboratoire, avec volonté d'aller le plus souvent vers des recommandations de politique économique et de développement.

La régulation financière, le cadre institutionnel des politiques monétaires mais aussi la détection précoce des crises ou des fraudes sont autant de sujets au cœur des problématiques qui sont aujourd'hui plus que jamais sur les agendas des politiques économiques et donc de l'analyse théorique et empirique. Le dossier qui suit sur le *big data et la fraude financière* illustre l'une des directions de nos travaux, y compris dans une logique pluridisciplinaire, appelée à se renforcer.



Et pour l'avenir...

Une crise durable des mobilités aurait des conséquences sur le fonctionnement du laboratoire. Malgré de nombreuses initiatives heureuses comme les webinaires ou les colloques en distanciel, les restrictions ont posé des difficultés, en particulier pour nos doctorants et post-doctorants sevrés d'échanges scientifiques en présentiel mais également de séjours à l'étranger si importants pour leur formation. Cela est vrai aussi pour les étudiants étrangers qui désiraient effectuer un stage au LEO ou en situation de cotutelle de thèse.

Plus généralement, la crise actuelle ouvre aussi des perspectives de recherche fructueuse vers de nouvelles régulations que celles-ci s'appliquant au commerce des biens et services, aux mouvements migratoires mais aussi à toute la sphère financière et monétaire.



La lutte contre le blanchiment d'argent à l'ère du COVID-19

La détection de la fraude est un domaine très particulier de la modélisation statistique. Contrairement à la détection d'anomalies dans le domaine industriel par exemple, elle vise à détecter des transactions frauduleuses issues de comportements rationnels d'agents. Dès lors, la détection des cas de fraudes requiert non seulement des compétences en data science et en économétrie (connaissance des modèles statistiques et de leurs propriétés), mais aussi des compétences économiques et juridiques (définitions, typologies, dispositifs de prévention, sanctions) permettant de comprendre les motivations et les comportements stratégiques des fraudeurs. La détection de la fraude est également un sujet particulièrement sensible en raison de la grande variété de formes des crimes financiers (fraude à la carte, fraude à l'assurance, fraude liée aux intrusions informatiques, fraude en ligne, blanchiment d'argent, etc.). Si leurs finalités sont identiques, la méthode d'identification doit être spécifique à chacun.

À l'évidence, la fraude a un impact sur nous tous.

Prenons l'exemple du blanchiment d'argent : i) le secteur financier et les institutions financières sont affaiblis ; ii) les pays en développement deviennent vulnérables car ils ne sont pas aussi sélectifs quant au choix de la source de leurs capitaux et le crime organisé peut s'enraciner ; iii) les impôts impayés par les criminels



Par Sandie LACROIX DE SOUSA (CRJP)
et Denisa BANULESCU-RADU (LEO)

résultent dans des impôts plus élevés pour le reste d'entre nous ; iv) les coûts opérationnels augmentent à cause de la fraude et ces coûts supplémentaires accroissent le prix que nous payons pour nos biens et services ; v) à part les coûts financiers, le blanchiment d'argent peut avoir aussi des conséquences émotionnelles et physiques sur ses victimes via l'infraction sous-jacente d'origine - comme le trafic de drogue, le commerce des armes, la prostitution, etc. En outre, lutter contre les blanchisseurs d'argent permet non seulement de réduire la criminalité financière, mais encore de diminuer les ressources dont ils disposent pour commettre d'autres crimes majeurs,

comme le financement du terrorisme (Sullivan, 2015).

La lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) est une illustration topique de la fraude en matière bancaire et financière. **Juridiquement**, l'article 324-1 du Code pénal définit le blanchiment d'argent comme « le fait de faciliter, par tout moyen, la justification mensongère de l'origine des biens ou des revenus de l'auteur d'un crime ou d'un délit ayant procuré à celui-ci un profit direct ou indirect » ou bien « le fait d'apporter un concours à une opération de placement, de dissimulation ou de conversion du produit direct ou



La lutte contre le blanchiment d'argent à l'ère du COVID-19 (suite)

indirect d'un crime ou d'un délit ». Techniquement, plusieurs modèles ont pu être proposés par la littérature pour l'appréhender. Le blanchiment d'argent suit généralement un plan d'action se divisant en trois phases :

- > **le placement** (prélavage, immersion) au cours duquel les blanchisseurs cherchent à introduire des sommes d'argent dans le système financier (par exemple en transformant des espèces en monnaie scripturale) ;
- > **l'empilement** (lavage, transformation) destiné à rendre tout retour compatible vers la source des fonds le plus ardu possible en réalisant de multiples transactions successives (par exemple en ayant recours à des sociétés écran dans des pays off-shore) ;
- > **l'intégration** (essorage, recyclage, absorption) consistant à investir l'argent blanchi dans différents projets rentables de l'économie légale afin de donner l'image de recettes légales.

Ce type de fraude trouve officiellement ses origines dans les années 1930 avec la création d'une chaîne de blanchisseries utilisées par Al Capone pour donner une façade légale aux ressources provenant de ses multiples activités illicites (d'où le terme de « blanchiment »). Depuis, le blanchiment d'argent et la criminalité organisée ne cessent pas d'évoluer et de se réinventer (Vernier, 2017).

Le blanchiment d'argent est un sujet éminemment actuel. Septembre 2020... **FinCen Files...** Nouveau scandale de blanchiment d'argent affectant cinq établissements bancaires à rayonnement international : JP Morgan Chase, HSBC, Standard Chartered, Deutsche Bank et Bank of New York Mellon. Un consortium international de journa-

listes d'investigations, déjà à l'origine des révélations concernant les Panama et Paradise Papers, mobilisant une équipe de 400 journalistes, issus de 108 médias et de 88 pays, révèle que plus de 2 000 milliards de dollars de transactions suspectes auraient été réalisées entre 2011 et 2017. Il s'agirait d'argent provenant de la drogue et d'actes criminels ou encore de fortunes détournées des pays en développement. L'enquête s'appuie sur des milliers de « rapports d'activité suspecte » (Suspicious Activity

C'est la philosophie même des programmes de lutte contre le blanchiment d'argent qui doit évoluer.

Reports ou SAR en anglais) adressés aux services de la police financière du Trésor américain, FinCen (Financial Crimes Enforcement Network) mais « gardés hors de la vue du public ».

Si ces révélations remettent en cause le rôle et l'efficacité des contrôles mis en place par les régulateurs, elles permettent également de mettre à jour le caractère insuffisant voire défectueux des systèmes de prévention et de détection instaurés par les banques pour lutter contre le blanchiment d'argent. En principe, les dispositifs s'appuient sur cinq piliers fondamentaux : identifier et vérifier l'identité de l'émetteur d'un ordre ; identifier et vérifier l'identité du bénéficiaire d'un ordre ; obtenir des informations sur la nature de la relation entre émetteur et bénéficiaire ; établir un profil de risque pour les clients et mettre en place une surveillance

continue permettant de signaler les transactions à risque ; mettre à jour les informations personnelles des clients (Cutajar, 2018). Mais ces quelques règles qui apparaissent des mesures de bon sens sont souvent difficiles à mettre en œuvre et manifestement, c'est la philosophie même des programmes de lutte contre le blanchiment d'argent qui doit évoluer.

En pratique, les établissements bancaires ont dû améliorer la formation de l'ensemble des personnels aux procédures de lutte anti-blanchiment et, bien entendu, revoir l'efficacité des dispositifs mis en place. Selon une étude mondiale de LexisNexis Risk Solutions, 180,9 milliards de dollars sont dépensés par les entreprises de services financiers pour se conformer à la législation sur la criminalité financière, l'Europe et les États-Unis étant les plus touchés par ces coûts. La France, à elle seule, investit 21 milliards de dollars pour lutter contre la fraude.

En la matière, on constate un renouvellement des outils et plus précisément une exploitation des outils technologiques reposant sur la robotisation et l'apprentissage automatique (Machine Learning). Deux types de modèles d'apprentissage automatique sont considérés : (i) les modèles de prévention (non supervisés) conçus pour détecter les fraudes avant qu'elles ne se produisent. Ces modèles identifient les transactions ou les clients les plus différents d'une norme donnée ; (ii) les modèles de détection (supervisés) conçus pour détecter les cas de fraude ex-post. Dans ce cas, des enregistrements antérieurs sont utilisés pour construire des modèles permettant d'affecter les nouvelles observations à l'une des deux classes.



La lutte contre le blanchiment d'argent à l'ère du COVID-19 (suite)

D'ailleurs, l'actuelle pandémie du coronavirus et la recrudescence de certains types de fraude qui l'accompagne accélère clairement ces initiatives de transformation digitale des départements de compliance. Notamment, depuis le début de l'épidémie de COVID-19, la communauté mondiale impliquée dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC / FT) a pris des mesures pour identifier les défis, les bonnes pratiques et les réponses politiques aux nouvelles menaces et tendances découlant de cette crise. Et cela, parce que les criminels ont su exploiter les bouleversements engendrés par la crise et adapter leur nouveau modus operandi. Selon le rapport publié par le Conseil de l'Europe en septembre 2020, plusieurs risques concernant le blanchiment d'argent ont été identifiés par les autorités de contrôle. Ces menaces imminentes sont particulièrement représentées par :

- > l'utilisation accrue d'espèces (et notamment les retraits d'espèces) associée à l'inclination naturelle de la population à conserver de l'argent pendant le confinement. Bien qu'il s'agisse d'opérations légitimes, la tendance générale pourrait être utilisée par les criminels pour «dissimuler» le blanchiment d'argent au moyen d'argent liquide ;
- > l'augmentation rapide des services à distance, qui peut entraîner des omissions dans l'exécution des actions et des mesures de vigilance à la clientèle (Customer Due Diligence) ;

- > les difficultés des régulateurs dans la réalisation des contrôles de supervision sur place ;
- > les délais étendus de soumission des rapports d'audit annuels des entités financières, ainsi que leur soumission par voie électronique ;
- > la nécessité du télétravail et l'utilisation des réseaux et services de stockage et transmission des données non-sécurisés, ce qui implique un risque accru de phishing et autres cybercrimes, fraude par usurpation d'identité, etc. ;
- > l'utilisation accrue des jeux d'argent en ligne (online gambling) par les personnes en confinement. L'augmentation de cette activité peut être utilisée par des criminels pour alimenter le jeu en ligne avec des fonds illicites à des fins de BC / FT.

Ce contexte géopolitique sensible devrait nous sensibiliser au fait que **la lutte contre le blanchiment d'argent n'est pas l'œuvre de l'État, seul**. Elle n'est pas non plus l'œuvre unique des régulateurs. Elle n'est pas même l'œuvre d'un service ou d'un département dédié : juridique, conformité, audit, statistique, ressources humaines. **La lutte contre le blanchiment d'argent devient l'affaire de tous**. Chacun doit contribuer, en interne, au sein de chaque établissement et quelle que soit sa position, sa fonction, ses missions à prévenir et à détecter des actes délictueux constitutifs de blanchiment.

RÉFÉRENCES

CUTAJAR C. (2018).
Blanchiment d'argent. Prévention et répression. Francis Lefebvre.

SULLIVAN K. (2015).
Anti-money laundering in a nutshell: Awareness and compliance for financial personnel and business managers. Apres.

VERNIER É. (2017).
Techniques de blanchiment et moyens de lutte - 4^e éd. Dunod.



Équipes

Arrivées



➤ **Fanny COSNEAU** remplacera Karine NAUDIN le 1^{er} janvier 2021 au poste de responsable financière du LEO. Après 14 ans d'expérience dans différents services financiers, principalement dans les services centraux de l'Université, Fanny a intégré le laboratoire du LEO le 1^{er} décembre dernier et découvre ainsi les mondes de la recherche et des enseignants-chercheurs.

Départs



➤ **Karine Naudin** est remplacée depuis le 1^{er} janvier par Fanny Cosneau, notre nouvelle gestionnaire financière. Au nom de tous les membres du laboratoire, nous tenons à remercier Karine NAUDIN pour le formidable travail qu'elle a accompli ces dernières années. Ce fut un véritable plaisir de travailler avec elle. Grâce à ses grandes compétences et son implication, le LEO a pu renouer avec une gestion financière efficace et permettre à tous ses membres de bénéficier de conditions optimales de travail du point de vue du financement de leurs activités scientifiques. Grâce sa gestion efficace des ressources, les doctorants et les collègues du LEO ont pu réaliser de nombreuses missions. Un grand merci à elle.



Distinctions, prix, nominations

Distinctions, Prix

L'Association Française de Finance (AFFI) annonce la création d'un prix **Georges Gallais-Hamonno** pour honorer la mémoire de notre collègue, ancien président de cette institution. Ce prix récompensera une recherche originale portant sur la finance historique. Il s'adresse aux jeunes chercheurs pour un article soumis moins de 3 ans après la soutenance d'une thèse de doctorat. L'article récompensé sera ensuite évalué par la revue *Cliometrica* (Springer) pour une possible publication.



Seminaires de recherche & séminaires doctorants

- **Yannick LUCOTTE**,
Elham KAMAL (University of Mazandaran – Iran), Vahid TAGHINEZHAD (University of Mazandaran – Iran),
jeudi 17 septembre 2020 :
Exchange Rate Pass-Through: Does Central Bank Credibility matter ?
- **Askandarou Cheik DIALLO**,
Isabelle RABAUD,
Luc JACOLIN (BDF),
jeudi 24 septembre 2020 :
Foreign direct investment and domestic private investment in sub-Saharan Africa: crowding-in or out?
- **Tobignaré YABRE**,
jeudi 15 octobre 2020 :
The Role of Budget Institutions in Promoting Optimal Public Finance in Africa.
- **Jedah OGWENO**,
jeudi 22 octobre 2020 :
Remittances, Control of Corruption and Taxation in Developing Countries.



Organisation de colloques et implication dans les réseaux de recherche

Workshop on Fintech

Les 14 et 15 septembre 2020

Ce Workshop, co-organisé par la Banque Centrale du Canada et le LEO (Sébastien Galanti et Marcel Voia) a permis de rassembler plusieurs contributions sur le thème des Fintech.

Conférences invitées : Kim P. Huynh (Director, Currency Department, Bank of Canada), Ricardo Perez Marco (Directeur de Recherches, IMJ-PRG, Université Paris Diderot).

[Voir le programme de la conférence](#)

Journée d'étude en hommage à Georges Gallais-Hamonno.

(organisation : Alexis Direr, Franck Jovanovic, Université TELUQ et Christian Rietsch)

Le 5 octobre 2020



Le Laboratoire d'Économie d'Orléans a organisé une conférence en hommage à Georges Gallais-Hamonno. La conférence a porté sur un thème cher à Georges, l'histoire financière et l'économétrie appliquée aux marchés financiers. Huit communications se sont succédées sur la journée avec notamment la présence de Joël Félix (University of Reading), William Goetzmann (Yale University), David Le Bris (TBS Business School), Kim Oosterlinck (Université Libre de Bruxelles, SBS-EM, Centre Emile Bernheim), Amir Rezaee (ISG International Business School), Angelo Riva (European Business School-Paris), Loredana Ureche-Rangau (Université de Picardie Jules Verne, CRIISEA) et Jacques-Marie Vaslin (Université de Picardie Jules Verne, CRIISEA) et Eugene White (Rutgers University).

<http://www.leo-univ-orleans.fr/fr/actualites/journee-d-etudes-en-hommage-a-georges-gallais-hamonno.html>



Organisation de webinaires et posts

→ Webinaire - Partenariat entre la Banque de France et la FERDI, **le vendredi 13 novembre 2020**, présentation de Askandarou DIALLO, doctorant au LEO : « Foreign direct investment and domestic private investment in sub-Saharan African countries: Crowding-in or out ? », article co-écrit avec Luc JACOLIN (Banque de France) et Isabelle RABAUD (LEO).

→ **3 décembre 2020** (organisé par Marcel Voia) Séminaire joint LEO- Bank of Canada, "Post-selection cross-validation, BIC, and plug-in methods for lasso-based a partialing-out Poisson estimator", présenté par David Drukker (en collaboration avec Di LIU).

→ **26 janvier 2021** (organisé par Marcel Voia) Séminaire joint LEO- Bank of Canada, "Exporting and investment under credit constraint", présenté par Walter Steingress (Bank of Canada).

→ A. Direr a publié deux posts sur Coinmonks (un agrégateur de posts sur Medium) :

- > Uniswap, a geometric exposition (part I), Coinmonks (a non-profit Crypto educational publication), **30/09/2020**.
- > Uniswap, a geometric exposition (part II), Coinmonks, **30/09/2020**.



Environmental Economics : A Focus on Natural Resources International Conference

(organisation : LEO et LABEX Voltaire avec le soutien d'INFER et de la MSH Val de Loire)

Les 19 et 20 novembre 2020

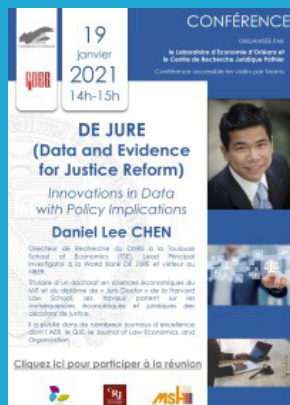
La conférence (en ligne) a donné l'opportunité aux chercheurs du domaine environnemental de présenter leurs recherches et d'échanger leurs idées. Une cinquantaine de communications ont été discutées dans quinze sessions parallèles qui ont mobilisé de nombreux chercheurs du LEO.

Conférences invitées : Lucas Bretschger (ETH Zurich) - Richard Tol (University of Sussex) - Anastasios Xepapadeas (Athens University of Economics and Business and University of Bologna) - Luiz Awazu Pereira da Silva (Bank for International Settlements).

Rencontres croisées Droit Economie

à l'Hôtel Dupanloup : Initiative de l'axe « Modèles, modélisation, simulation » de la MSH Val de Loire.

Le 19 janvier 2021



Ces rencontres ont réuni une trentaine de personnes des trois laboratoires de la faculté DEG (le CRJ Pothier, le LEO et Valorem), provenant des Universités d'Orléans et de Tours, en visio-conférence. Elles se sont articulées autour des présentations de trois chercheuses du CRJ Pothier et de trois chercheurs du LEO. Elles ont permis des débats fournis et constructifs sur les travaux de chacun ainsi que l'émergence de pistes de recherche commune aux chercheurs des deux laboratoires. Un éclairage scientifique a été proposé par l'intervention du keynote Daniel Li CHEN (TSE) qui a offert un panorama complet et stimulant de ses recherches portant sur l'utilisation des données dans le domaine juridique au sens large. Sa présentation a suscité un grand intérêt et donné lieu à nombreuses questions de l'audience de près d'une centaine de personnes.



Publications récentes

articles publiés dans les revues
à comité de lecture

ABID A. (2020),

Economic policy uncertainty and exchange rates in emerging markets: Short and long runs evidence, *Finance Research Letters*, vol. 37
<https://doi.org/10.1016/j.frl.2019.101378>

**BANULESCU-RADU D.,
LEYMARIE J., SCAILLET O.,
HURLIN C. (2020),**

Backtesting Marginal Expected Shortfall and Related Systemic Risk Measures, *Management Science*, December 2020
<https://doi.org/10.1287/mnsc.2020.3751>

**CI W., LAING. M., VOIA M.C.,
WORSWICK (2020)**

Immigrant earnings returns to post-migration education: Evidence from Canada, 1999–2013, *Canadian Journal of Economics*, November 2020
<https://doi.org/10.1111/caje.12476>

CLOOTENS N., KIRAT D. (2020),

Threshold regressions for the resource curse, *Environment and Development Economics*, vol. 25, 583–610.

GARCIA REVELO J.D., LUCOTTE Y., PRADINES-JOBET F. (2020)

Macroprudential and Monetary Policies: The Need to Dance the Tango in Harmony, *Journal of International Money and Finance*, vol. 108, November 2020
<https://doi.org/10.1016/j.jimonfin.2020.102156>

IANC B-N., TURCU C. (2020)

So alike, yet so different: Comparing fiscal multipliers across EU members and candidates, *Economic Modelling*, vol. 93, 278–298.

**KHALAF L., KICHIAN M.,
SAUNDERS C., VOIA M.C. (2021),**

Dynamic Panels with MIDAS Covariates: Nonlinearity, Estimation and Fit, *Journal of Econometrics*, 220:2, 589–605.

**LESSOUA A., MUTASCU M.,
TURCU C. (2020)**

Financial performance and exports: the case of Romanian winemakers, *Journal of Wine Economics*, 15:2, 207–228.

LEVANT Y., NIKITIN M. (2020)

History of an unsuccessful performance measurement innovation: surplus accounts in France (1966–c.1990), *Accounting History Review*, 30:3, 307–339.

**LUCOTTE Y., CUESTAS J.C.,
REIGL N. (2020),**

Evolution and heterogeneity of credit procyclicality in Central and Eastern Europe, *International Journal of Finance and Economics*, September 2020
<https://doi.org/10.1002/ijfe.2183>

MARAKBI R., VILLIEU P. (2020),

Corruption, tax evasion, and seigniorage in a monetary endogenous growth model, *Journal of Public Economic Theory*, August 2020
<https://doi.org/10.1111/jpet.12468>

**MARTINEZ-ZARZOSO I.,
OBERST C., TURCU C. (2020),**
Introduction: special issue on the environment, resources and pollution – new challenges for economic development, *Environment and Development Economics*, vol. 25, 529–536.

MENUET M., VILLIEU P. (2020)

Reputation and the “need for enemies”, *Economic Theory*, June 2020
<https://doi-org.ezproxy.univ-orleans.fr/10.1007/s00199-020-01289-7>

MENUET M. (2020),

Is a Long War Desirable? Optimal Debt Concessions in Attrition Warfare, *Annals of Economics and Statistics*, n°139, 105–130.

PICHAULT M., RAFFESTIN L. (2020)

The other side of forward guidance: Are central banks constrained by financial markets?, *Finance Research Letters*, vol. 36
<https://doi.org/10.1016/j.frl.2019.101324>

PARIS A. et al. (2020)

Determinants of solar photovoltaic deployment in the electricity mix: Do oil prices really matter?, *Energy Economics*, November 2020
<https://doi.org/10.1016/j.eneco.2020.105024>



Les nouvelles brèves

- La revue Acteurs de l'Eco, revue économique éditée par le GIP LOIRE&ORLEANS Éco., a publié dans son n°27 (juillet 2020) un entretien avec **Jean Paul POLLIN** portant sur la crise sanitaire de la Covid-19 et ses conséquences économiques : « Ce virus frappe là où l'on avait déjà mal ».
- **Jean Paul POLLIN** a animé la table ronde « Quel rôle pour le secteur financier dans la transition écologique ? », le 10 octobre 2020 dans le cadre des 23^{èmes} Rendez-Vous de l'Histoire de Blois. Les intervenants étaient : Luiz PEREIRA DA SILVA (Directeur Général adjoint de la Banque des Règlements Internationaux), Sylvie MATHÉRAT (Membre de la Commission européenne des marchés de capitaux), Jean-Michel BÉACCO (Directeur de l'Institut Louis Bachelier) et Patrick ARTUS (Chef économiste de Natixis).
- **Xavier GALIEGUE** a publié dans Microscoop (octobre 2020), la revue de la Délégation CNRS Centre, Limousin, Poitou-Charentes un article sur le CCS (technologie de capture et de stockage du carbone) comme solution durable pour décarboner nos économies ?
- **Thaïs NUNEZ-ROCHA** : Encadrement de stage de recherche (à 50% avec Magdelene Silberberger) de deux doctorants de l'Université Witten/Herdecke en Allemagne (David Zimmermann and Jona Stinner). Ils travaillent sur le scraping et data mining des lois et traités environnementaux.
- Les 14 et 15 décembre 2020, trois doctorants du LEO, **Pauline AVRIL**, **Aksandarou DIALLO** et **Hugo ORIOLA** ont présenté leurs travaux lors des Journées Doctorales du Développement, organisées sous forme de Webinaire par l'Université de Paris Dauphine et DIAL. Ils étaient encadrés par trois enseignants-chercheurs du LEO qui ont proposés des rapports constructifs et stimulants sur les travaux des doctorants du CERDI, du CES, de DIAL, de l'EEA de Casablanca et d'ERUDITE.

Ouvrages Directions d'ouvrages Éditions spéciales de revue



Christian De BOISSIEU et **Jean Paul POLLIN** ont co-édité un numéro spécial de la *Revue d'Économie Financière* (n°137, 2020/1) consacré à : « 40 ans de libéralisation financière ». Parmi seize contributions, les articles de chercheurs du LEO :

- « Industrie de la gestion d'actifs : de l'émergence à l'apparition de nouveaux risques », de **Sébastien GALANTI** et **Françoise LE QUERE**.
- « Les politiques monétaires à l'épreuve de la libéralisation financière », de **Jean Paul POLLIN**.

EL SHAGI M., **TURCU C.** (eds) (2020), Monetary and Fiscal Fragility in the 2020s, *Journal of International Money and Finance*, special issue, selected papers of the 5th HenU/INFER Workshop on Applied Macroeconomics (2019) à paraître.

Documents de recherche

Camelia TURCU, Yunzhi ZHANG,
DR LEO 2020-28 :

How Does Development Aid Impact Trade Performance and Margins? Evidence from China.

Camelia TURCU, Claudiu T. ALBULESCU,
DR LEO 2020-27 :

Productivity, Financial Performance, and Corporate Governance: Evidence from Romanian R&D Firms.

Elena Ivona DUMITRESCU,
Sullivan HUE, Christophe HURLIN,
Sessi TOKPAVI,
DR LEO 2020-26 :

Machine Learning or Econometrics for Credit Scoring: Let's Get the Best of Both Worlds.

Maxime MENUET, Patrick VILLIEU,
DR LEO 2020-25 :

L'analyse physiocratique de la monnaie : une réévaluation

Anthony PARIS, Pascal GASTINEAU
Pierre-Alexandre MAHIEU,
Benoît CHEZE, DR LEO 2020-24 :

Citizen involvement in the energy transition: Highlighting the role played by the spatial heterogeneity of preferences in the public acceptance of biofuels.

Sébastien GALANTI,
Françoise LE QUERE,

DR LEO 2020-23 : Industrie de la gestion d'actifs : de l'émergence à l'apparition de nouveaux risques.

Sébastien GALANTI,
Anne-Gaël VAUBOURG,
DR LEO 2020-22 :

Unbundling financial services: The case of brokerage and investment research.

Maxime MENUET, DR LEO 2020-21 :
The Relationship Between Theology and Economics: The Contributions of the Early Jansenism.

Maxime MENUET, Patrick VILLIEU,
Marcel-Cristian VOIA,

DR LEO 2020-20 : Does public debt secure social peace? A diversionary theory of public debt management.

Béatrice BOULU-RESHEF,
Nina RAPOPORT, DR LEO 2020-19 :
Voluntary contributions in cascades: The tragedy of ill-informed leadership.

Djamel KIRAT, Claire GAVARD,
DR LEO 2020-18 : Short-term impacts of carbon offsetting on emissions trading schemes: empirical insights from the EU experience.

Djamel KIRAT, Yassine KIRAT,
DR LEO 2020-17 : An international Comparison of the Economic Impacts of the COVID-19 Pandemic.

Mihailo RADOMAN,
Marcel-Cristian VOIA,
DR LEO 2020-15 : Internal Promotion and the Bosman Ruling: Evidence from the English Premier League.

Christian RIETSCH,
DR LEO 2020-14 : Les premières loteries royales du début du XVIII^e siècle.

Luke IGNACZAK, Louis RAFFESTIN,
Marcel-Cristian VOIA,
DR LEO 2020-13 : Duration Dependence in employment: Evidence across multiple spells.

Stephen FERRIS, Marcel-Cristian VOIA,
DR LEO 2020-12 : Elections, Economic Outcomes and Policy Choices in Canada: 1870 – 2015.

Christian RIETSCH, DR LEO 2020-11 :
La tontine mort-née de 1714.

Christian RIETSCH, DR LEO 2020-10 :
L'art poétique et les tontines en France.

Oana CALAVREZO, Lewis HOUNKPEVI,
Florence JOURNEAU, Marie-Hélène
NGUYEN, DR LEO 2020-09 :

L'utilisation de l'activité partielle durant la crise de la Covid-19 : une analyse empirique entre mars et mai 2020.

Dylan BOURNY, Daniel MIRZA,
Camélia TURCU, DR LEO 2020-08 :
The Culture-Promotion Effect of Multinationals on Trade: the IKEA case.

Nicolae-Bogdan IANC,
Camélia TURCU, DR LEO 2020-07 :
So alike, yet so different: comparing fiscal multipliers across EU members and candidates.

Alexis DIRER, DR LEO 2020-06 :
Efficient scoring of multiple-choice tests.

Grégory LEVIEUGE, Jose David
GARCIA REVELO, DR LEO 2020-05 :
When could macroprudential and monetary policies be in conflict?

Camelia TURCU, Mihai MUTASCU,
Albert LESSOUA, DR LEO 2020-04 :
Firm's Performance and Exports : The Case of Romanian Winemarkers.

Francesco MAGRIS, Daria ONORI,
DR LEO 2020-03 :
The (de)Stabilizing Rôle of Fiscal and Monetary Policy.

Grégory LEVIEUGE,
Jean Guillaume SAHUC,
DR LEO 2020-02 : Monetary Policy Transmission with Downward Interest Rate Rigidity.

Thaïs NUÑEZ-ROCHA,
Immaculada MARTÍNEZ-ZARZOSO,
DR LEO 2020-01 :
Are National Environmental Laws Good for the Environment?



Contrats de recherche



> **Projet Horizon H2020 Commission Européenne**

Le LEO est impliqué dans le projet, coordonné par l'Université Catholique de Louvain, H2020 UNTANGLED (Untangling the impacts of technological transformations, globalisation and demographic change to foster shared prosperity in Europe). Il s'agit d'un projet de recherche pluri-disciplinaire sur trois ans (2021-2023) d'un montant de 3 millions d'euros. Quatorze Universités et Centres de recherche en économie et en sociologie participent au contrat, principalement en Europe (KU Leuven, LISER du Luxembourg, IBS de Pologne, de wiiw de Vienne, ZSI de Vienne, ESRI de Dublin, UNIPG de Perugia, POLIMI de Milan, RWI de Leibniz, Aldgate de Pologne), mais associant également l'Afrique du Sud (UCT), la Colombie (Fedesarrollo) et la Chine (IPLE-CASS). Le contrat s'inscrit dans le programme de travail "Europe in a changing world - inclusive, innovative and reflective societies".

Le LEO y contribue par son expertise reconnue sur les questions relatives aux conséquences économiques et sociales de la mondialisation. Plus précisément, la contribution du LEO s'articule autour des trois thèmes de : (i) la relation entre migration et qualification du travail, (ii) l'impact des changements technologiques sur la structure des échanges, et (iii) les conséquences sur le marché du travail de l'adoption de robots et de la mondialisation. Quatre chercheurs de l'équipe EI2D du LEO participent au projet : **Isabelle Rabaud** (PI), **Marcel Voia**, **Daniel Mirza** et **Camelia Turcu**.



> **Appel à Projets de Recherche Région Centre Val de Loire**

Prolongation jusqu'en décembre 2022 du projet **APR-IA Red Flag** : Détection de la fraude et lutte contre le blanchiment d'argent – responsables du projet : **Denisa Banulescu-Radu**, Sandie Lacroix de Sousa.



Relations internationales



Professeurs invités



› **Chahir Zaki**, du 21 septembre 2020 au 2 octobre 2020.

Chahir Zaki, professeur agrégé d'économie à la Faculté d'économie et de sciences politiques de l'Université du Caire et directeur de la filière francophone au sein de la faculté. Il a été invité à l'initiative de **Djamel Kirat**.

Chahir travaille également pour le « Economic Research Forum » en tant qu'économiste principal et consultant pour plusieurs organisations internationales (la Banque mondiale, le Bureau international du travail et le Centre du commerce international). Il est titulaire d'une maîtrise en économie de la Faculté d'économie et de sciences politiques de l'Université du Caire, un master et un doctorat en économie de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne. Il a écrit de nombreux articles publiés dans des revues à comité de lecture sur le commerce international, la politique commerciale, le commerce des services, l'économie appliquée et la modélisation macroéconomique.

Stages de recherche

› **Vanessa Dovonou** intègre la Banque Mondiale pour un stage dans le cadre du World Bank Group Africa Fellowship Program. Ses missions principales couvriront trois domaines principaux pour les 22 pays d'Afrique de l'Ouest : analyse d'indicateurs macroéconomiques, gouvernance et politique fiscale, compétitivité et commerce.

› Le stage doctoral de **Laura Dona-Capota** (thèse sous la direction de **R. BELLANDO** et **S. GALANTI**) à la BCE est prolongé jusqu'en mars 2021. Elle travaille sur les risques liés aux fonds d'investissement.

Invitations

› **Marcel Voia** a effectué une mission à la Banque du Canada (été 2020) dans le cadre de sa fonction de Conseiller spécial du Département de la monnaie. Depuis juin 2020, **Marcel Voia** collabore au STAR-UBB Institute de l'Université Babes-Bolyai (Cluj-Napoca, Roumanie). A ce titre, il y effectuera des visites régulières.

› **Nicolae-Bogdan Ianc** a été invité, le 26 Novembre 2020, par l'East European Center for Research in Economics and Business (ECREB, Université de l'Ouest de Timisoara) à présenter un webinaire sur ses résultats scientifiques obtenus pendant sa thèse.



Études doctorales



Thèses soutenues

- **SIBI Mahi** « Dette publique et croissance économique : cas de la Côte d'Ivoire » (sous la direction de Patrick VILLIEU), soutenue le 23 octobre 2020
- **Kishwar NAWAZ** " Three essays on natural resources, financial development and energy demand in Pakistan " (sous la direction de Amine LAHIANI) soutenue le 30 novembre 2020
- **Sullivan HUÉ** "Quatre Essais sur la Mesure des Risques Financiers " (sous la direction de Sessi TOKPAVI et Elena DUMITRESCU) soutenue le 11 décembre 2020
- **Abid ABID** "Transmission de l'Incertitude de Politique Économique sur les Marchés Financiers : Trois Essais sur les Economies Emergentes" (sous la direction de Christophe RAULT) soutenue le 14 décembre 2020
- **Tobignaré YABRE** "Institutions, politique budgétaire et croissance économique" (sous la direction de Gervasio SEMEDO) soutenue le 14 décembre 2020
- **El Moctar LAGHLAL** "Quatre Essais sur l'Économétrie des Mesures d'Inégalité et de Pauvreté" (sous la direction de Rémi BAZILLIER et co-direction de Abdoul Aziz NDOYE) soutenue le 17 décembre 2020
- **Nicolae-Bogdan IANC** "Trois essais en politique budgétaire" (sous la direction de Thierry BAUDASSE et Mihai MUTASCU) soutenue le 18 décembre 2020

Nouvelles inscriptions en doctorat

- **Lucien AHOANGBE** « Dynamique des entreprises et événements extrêmes » sous la direction de Cyrille DIRILLOU (ISC), Camelia TURCU (LEO) et Marcel VOIA (LEO)
- **Mamadou SACKO** « Impact économique et social des conflits et attentats terroristes » sous la direction de Daniel MIRZA
- **Julie LEDUC** « Pollution sonore: Évaluation des impacts économiques, sanitaires et réglementaires » sous la direction de Daniel MIRZA
- **Zahra KHALILZADEH SILABI** « L'effet de la langue et du comportement des immigrants sur le développement humain et l'environnement dans le pays de destination » sous la direction de Isabelle RABAUD
- **Arrouna KEITA** « Découvertes de ressources naturelles et politique budgétaire » sous la direction de Camelia TURCU
- **Jad CHAMAS** « Essais à l'Économétrie des mesures d'Inégalités et de Pauvreté » sous la direction de Marcel VOIA et Abdoul Aziz NDOYE
- **Saikou Amadou DIALLO** « Est-ce que les programmes de formations gérées par les gouvernement fédéraux et locaux permettent-ils de réduire le chômage de long terme ? » sous la direction de Marcel VOIA
- **Yrkamba AMAKOUÉ** « Ouverture Économique en Périodes de Pandémies » sous la direction de Isabelle RABAUD et Daniel MIRZA
- **Evrard MOUNKALA** « Rigidités nominales et noyau d'inflation dans la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale » sous la direction de Patrick VILLIEU
- **Ouriane AISSOU** « Econométrie et apprentissage statistique en assurance et en finance » sous la direction de Christophe HURLIN et Matthieu GARCIN



→ La vie du LABO



CONFÉRENCE DÉFI ÉCONOMIQUES ET MONÉTAIRES DU MONDE POST-COVID

M. Denis BEAU, Premier sous-gouverneur de la Banque de France, a donné une conférence vendredi 16 octobre, organisée conjointement par le LEO et la Faculté Droit, Economie et Gestion. .

Les Masters de l'IEO

Une équipe de l'Université d'Orléans sera présente aux Econometric Game 2021, composée de deux étudiants du master ESA et de deux doctorants du LEO.

Le Master MBFA intègre le top 25 des meilleurs masters en banque-finance selon le classement Eduniversal. Le classement sera publié en février 2021

Le Master MBFA décroche le label "Happy at School" (plateforme ChooseMyCompany), qui récompense l'épanouissement des étudiants (Qualité de l'enseignement, vie associative, perspective d'emploi). Le classement sera publié en mars 2021.



agenda



ATM



XXXVI^{es}

Journées du développement de l'Association Tiers-Monde : Croissance, développement et inégalités.

Un développement de plus en plus inégal ?

LiRIS et ESO, Université Rennes 2

26 et 27 mai 2021

AICFM



La microfinance face à de nouveaux défis.

Mercredi 12 mai 2021

L'association Internationale des Chercheurs Francophones en Microfinance (présidée par Michel Lelart et hébergée par le LEO) organise avec le soutien de l'AUF une journée scientifique (sous forme de webinaire) le mercredi 12 mai 2021. Les propositions d'intervention sont attendues jusqu'au 10 avril 2021. Deux conférences invitées sont déjà inscrites au programme :

- > François FALL (Université Toulouse 2 – LEREPS) – « La microfinance face aux défis de la transition écologique »
- > Cyrille ONOMO (Université de Douala – Cameroun) – « L'essoufflement de la microfinance dans le cas du Cameroun »

GDR Monnaie
Banque Finance



Conference:

June 24th, 2021

Submission deadline:
March, 5th, 2021

EconomiX-CNRS et l'Ecole doctorale EOS (Université Paris Nanterre), CeReFiM (University of Namur) et le LEO (Université d'Orléans) co-organisent la 10^{ème} conférence des doctorants en macroéconomie internationale.

37th Symposium in Money Banking and Finance,

Banque de France, Paris

17 & 18th June 2021

The annual meeting of the European Research Group (GdRE) on Money Banking and Finance is locally organized by Banque de France and the University of Paris Dauphine research department LEDa

Keynote speakers: Robert Townsend (MIT) and Stefania Albanesi (University of Pittsburgh)